



Thierry LAMARCHE
Agrégé des Universités
Professeur à la Faculté de Droit et
d'Economie de La Réunion

Né le 26 janvier 1956 à Alger
Marié, 2 enfants
9 chemin Odon
La Plaine

97411 Saint Paul

CURRICULUM VITAE

FORMATION

- 2003 Agrégation des facultés de Droit (concours interne 2003, rang : Major)
- 2000 Habilitation à diriger les recherches
- 1992 Maîtrise de conférences, Droit privé et sciences criminelles
- 1989 Doctorat en droit privé, Paris IX Dauphine (mention très honorable), félicitation du jury, autorisation de publication
- 1986 C.A.P.E.T. d'Economie et de gestion
- 1984 D.E.A. de droit des affaires et de droit économique Université d'Orléans (mention assez bien)
- 1982 DESS de droit notarial, Université de Paris 1
- 1981 Maîtrise en droit privé, mention carrières judiciaires et notariales (AB), Faculté de Droit d'Orléans

- Baccalauréat série scientifique

SYNTHESE DE LA CARRIERE

- 2010- Professeur à la Faculté de Droit et d'Economie de La Réunion
- 2005-2010 Vice-président placé auprès du 1^{er} Président de la Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, (Détachement judiciaire).
- 2003-2005 Professeur à l'Université de Rennes-I, Faculté de Droit et de Science politique
- 1997-2003 Maître de conférences à la Faculté de Droit et d'économie de l'Université de La Réunion
- 1992-1997 Maître de conférences à la Faculté de Droit, d'Economie et de sciences sociales de Tours.
- 1992-1994 Professeur d'économie au G.R.E.T.A. de l'Académie d'Orléans-Tours
- 1989-1991 Chargé de travaux dirigés à la Faculté de droit d'Orléans (Introduction au droit, droit de la personnalité, droit des biens)
- 1987-1992 Professeur certifié d'économie et de gestion dans les sections B.T.S. commerce international
- 1987 Conseiller en gestion de patrimoine (American International Group)

PRINCIPALES PUBLICATIONS CARACTERISTIQUES DES DOMAINES DE SPECIALITE

Ouvrages individuels et collectifs :

- Le comité d'entreprise, une entreprise de l'économie sociale. Monographie (350 pages). Editions légi social février 1996.
- Contribution à l'ouvrage collectif " ASSOCIATION " de la collection Dalloz Action paru en janvier 2000, sous la direction d'Elie ALFANDARI, et à sa mise à jour depuis sur feuillets mobiles.
- Contribution à l'ouvrage collectif collection « Droits et cultures » dirigée par Raymond Verdier, éditions l'Harmattan, juin 2003.

• Articles :

- L'immatriculation des associations au registre du commerce et des sociétés et bail commercial, *J.C.P. 1992, éd. E., I, 142 ; éd. N., p. 294.*
- Dérive ou progrès ? Le comité d'entreprise, nouvel acteur de l'action sociale : *R.T.D. sanit. et soc., 1997, p. 239 et s.*
- Produit d'un drôle de Droit : le régime de responsabilité pécuniaire des entrepreneurs individuels français, in *Mélanges en l'honneur d'Elie Alfandari*, Dalloz 2000, p. 369 et s.
- Le financement de l'association par les membres : les cotisations, *Dalloz Action ASSOCIATIONS 2000, n° : 1661 à 1750. Remise à jour sur feuillets mobiles jusqu'en 2011.*
- Le mécénat et le parrainage, *Dalloz Action ASSOCIATION 2000; n°: 2151 à 2200. Remise à jour sur feuillet mobile jusqu'en 2011.*
- Réflexions sur l' « affirmative action » à partir de l'exemple de l'Afrique du Sud in *Droit et la transition démocratique en Afrique du Sud*, p. 185 à 207, collection « Droits et cultures », juin 2003
- L'incidence du choix de la forme juridique de l'entreprise sur la responsabilité pécuniaire de ses dirigeants, *Revue juridique de l'Océan Indien, 2001.*
- La protection de la clientèle captive, *Revue de la recherche juridique n°3, 2003, p.1891 et s.*
- L'imprescriptibilité et le droit des biens, *Revue trimestrielle de droit civil n°3, 2004, p. 403 et s.*
- L'accession différée : une nouvelle approche des grandes classifications, *Revue trimestrielle de droit civil n°1, 2006, p. 1 à 26.*
- Le droit de propriété au bicentenaire du Code civil, *Revue juridique de l'Océan Indien 2006, n° 6, p.177 à 182.*
- La notion d'entreprise, *Revue trimestrielle de droit commercial, n° 6, 2006, p. 709 à 732.*
- Pour une simplification des actes de procédure entre auxiliaires de justice, *Etude, JCP G, 21 février 2011.*
- Pour la possibilité de suppléer la dictée faite au notaire, lors de la rédaction d'un testament authentique, par d'autres formes d'expression de la volonté, *D. 2011, 2359.*

- Evolution technologique et erreurs matérielles d'un nouveau type, *Etude de la semaine, JCP G, 27 août 2012, 923.*
- Extinction du droit de créance ou prescription de l'action ?, *Etude, JCP E, 13 septembre 2012, 1529.*

• *Notes:*

- Note s/ Cass. civ., II, 24 octobre 1990, La Cour de cassation et le respect du principe de la contradiction, à propos d'un rabat d'arrêt de cassation. *Les petites Affiches, n°29, 6 mars 1992, p. 13.*
- Note s/ Cass. soc., 26 janvier 1994 : Arrêt « Casino de Beaulieu sur mer », *J.C.P. 1994, éd. E, II, 639* : « La mise en œuvre de la responsabilité civile des employeurs pour leurs fautes de gestion causant un préjudice aux salariés ».
- Note s/ Cass. soc., 17 avril 1996 : Quels sont les avantages sociaux versés par un comité d'entreprise qui ne rentrent pas dans l'assiette des cotisations sociales dues par l'employeur ?, *R.T.D. sanit. et soc., 1997, p. 104 et s.*
- Note s/ Cass. soc. 16 janvier 2001 : « Arrêt Le Royal Printemps », *JCP 2001, éd. E, II, 1004* ; éd. G, II, 10 557 : les employeurs ne sont pas responsables vis-à-vis de leurs salariés de la disparition des emplois tant qu'elle n'est pas due à leur faute ou à leur légèreté blâmable.
- Note s/ Cour d'appel de Paris, 21 octobre 2002, *JCP 2003, éd. G, II, 130.* condamnant les conseils d'une cliente pour ne pas l'avoir informée de l'effet suspensif du pourvoi en matière de divorce, qui lui aurait permis de bénéficier du versement de la pension alimentaire fixée à titre provisoire dans l'ordonnance de non-conciliation, nonobstant le caractère manifestement abusif du pourvoi.
- Note s/ Cass. civ. I, 23 novembre 2004, *JCP 2005, éd. G. 2005*, Commentaire de l'arrêt de cassation cassant l'arrêt d'appel précédemment critiqué.
- Note s/ Cass. civ I., 17 mars 2010, *JCP 2010, éd G, 896.* Le légataire universel n'est pas un héritier au sens de l'article 353 al.3 du Code civil.
- Question prioritaire de constitutionnalité : Note s/ Cons. Const. 27 sept. 2013, *JCP 2013 éd. E, 1607*, Le droit d'expression syndicale confronté aux nouvelles technologies

ACTIVITES PEDAGOGIQUES:

Principales matières enseignées : droit du travail, droit commercial, droit des biens

Université de Tours :

- Cours de droit des biens (sem.) : Licence droit de 1992 à 1997.
- Cours de droit du travail (annuel) : licence droit de 1992 à 1995.
- Cours de droit social (annuel) : capacité seconde année : de 1992 à 1997.
- Cours de droit des affaires (sem.) : DEUG Droit, deuxième année : de 1994 à 1997.
- Cours de droit du travail : D.E.S.S. de gestion des ressources humaines : 1995-1997.

Université de La Réunion :

- Cours d'introduction au Droit, institutions judiciaires, droit des obligations, droits des sociétés, droit du travail), à l'I.U.T. de Saint-Pierre 1997-1998 ;
- Cours d'introduction au droit (sem.) : DEUG I Droit, 1998-2003, UFR Droit et Economie ;
- Cours de droit des biens (sem.) : DEUG II Droit, 1998-2003, UFR Droit et Economie ;
- Cours de droit des affaires (sem.) : DEUG A.E.S., deuxième année : de 1998 à 1999, UFR Droit et Economie;
- Cours de droit du travail, (relations collectives, syndicats) : Licence Droit : 1998-2002, Maîtrise Droit :2002-2003, UFR Droit et Economie ;
- Cours de droit des groupements (sociétés, associations, mutuelles) : D.E.S.S de droit des affaires 2000-2002, UFR Droit et Economie ;
- Cours de droit du travail approfondi : D.E.S.S. de droit des affaires 2002-2003, UFR Droit et Economie ;
- Cours de méthodes et logiques juridiques : L1 Droit 2010-2012 ;
- Cours de Droit commercial : L3 Droit , 2010- ;
- Cours de droit du travail (relations individuelles): L3 Droit, 2010- ;
- Cours de droit des affaires : L2 Sciences économiques, 2010-

Université de Rennes-1

- Cours d'introduction au Droit (sem.) 2004-2005, UFR Droit et Science politique ;
- Cours de droit des affaires : DEUD II (annuel) 2004-2005, UFR Droit et Science politique ;
- Cours de droit de la protection sociale, module la protection sociale des travailleurs non-salariés, non-agricoles, DESS de protection sociale, UFR Droit et Science politique.

Responsabilités pédagogiques particulières :

- Tuteur et conseiller pédagogique, chargé de la formation de jeunes professeurs stagiaires certifiés et agrégés en économie et gestion, de 1990 à 1992.
- Président de la Commission de validation des acquis et de demandes d'équivalence des diplômes de droit, Faculté de Droit, d'Economie et de sciences sociales de Tours. (1992-1997)
- Responsable pédagogique des étudiants étrangers, Faculté de Droit, d'Economie et de sciences sociales de Tours. (1993-1997).
- Responsable d'un module de formation de 45 heures sur la culture juridique dans les entreprises françaises, au Virtual Centre for Innovative Learning Technologies, de l'Université de Maurice (VCILT), mis en place en 2004

Direction et animation de formations et de thèses :

- Création puis direction du DESS de Droit des affaires de la Faculté de droit et d'économie de La Réunion de 2000 à 2003.
- Direction de la thèse d'Isabelle TAYLLAMIN : la distinction du commerçant et de l'artisan en deux statuts juridiques est-elle encore pertinente ?

ACTIVITES INTERNATIONALES

- Mission d'enseignement à Nankin (Chine) 1996 et 1997 dans le cadre du premier M.B.A. franco-chinois Paris II- Nankin : Droit des affaires ;
- collaboration à la mise en place du premier M.B.A. franco-chinois entre l'Université de Paris-II et l'Université technologique de Nankin (cours de droit des affaires 1997).
- Réflexions sur l' « affirmative action » à partir de l'exemple de l'Afrique du Sud, colloque international sur la transition démocratique en Afrique du Sud »1999organisé par l'Université de Prétoria et l'Université de La Réunion
- L'incidence du choix de la forme juridique de l'entreprise sur la responsabilité pécuniaire de ses dirigeants, colloque international de Majunga sur la modernisation du droit des sociétés malgaches, novembre 2001
- Mise en place d'une assistance à la formation de jeunes magistrats malgaches, au sein de l'école nationale de la magistrature et des greffes de Madagascar, de concert avec les magistrats français de la Cour d'appel de Bordeaux et de la Cour d'appel de La Réunion. 2003.
- Les nouvelles relations de travail dans les entreprises occidentales, (modes participatifs au travers des exemples de l'Allemagne, des états unis et de la France) conférence à l'Université de Réduit à l'île Maurice, 2004.
- Conférence sur le droit de propriété au bicentenaire du Code civil: colloque international de Tananarive des 6 et 7 décembre 2004, à propos du bicentenaire du Code civil.
- Mis en place d'un module de formation de 45 heures sur la culture juridique dans les entreprises françaises, au Virtual centre for innovative learning technologies, de l'Université de Maurice (VCILT), 2005.
- Cours de droit du Travail, M2 droit des affaires Chambre de commerce d'Agadir (Maroc) 2011.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES:

- Membre de la section de droit privé, Faculté de Droit d'Economie et de sciences sociales de Tours (1992-1997).
- Membre de la Commission de spécialistes (collège maîtres de conférences), Faculté de droit de Tours (1992-1997).
- Membre de la Commission de spécialistes (collège maîtres de conférences), Université Paris II (1994-1997).
- Membre (élu) du conseil d'administration de l'Université de La Réunion de 2001 à 2004 (collège Maîtres de conférences).
- Membre (élu) du Conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) de l'Université de La Réunion de 2001 à 2004 (collège maîtres de conférences).
- Vice-président de la commission de spécialistes de droit public, de droit privé, d'histoire du droit et de sciences politiques de l'université de La Réunion (1998-2002)

- Membre du comité de sélection collège professeurs (2011-), section 01, faculté de droit et d'économie de La Réunion.
- Membre du conseil scientifique de l'Université de La Réunion (2013-)